SÉNAT DE BELGIQUE.

Projet de Loi qui réduit le cens électoral pour la formation des conseils communaux et qui supprime le cens d'éligibilité exigé pour les fonctions communales.

(Voir les Nos 146, 162 et 170 de la Chambre des Représentants.)

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut :

Les Chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Le cens électoral pour la nomination des conseils communaux est réduit à 42 fr. 52 c. (20 fl.) dans les communes où il excède ce taux.

En conséquence les mots de 15,000 à 20,000 *habitants*, etc., qui terminent l'art. 7 de la loi du 30 mars 1856, sont supprimés et remplacés par ceux-ci : de 15,000 *habitants et au-delà* 42 fr. 52 c.

ART. 2.

Dans ces dernières communes, les listes électorales formées pour l'élection à la Chambre des Représentants serviront pour l'élection au conseil communal.

Néanmoins tout habitant qui ne figurerait pas sur ces listes et qui aurait droit à être électeur communal, en vertu des art. 7, 8 et 10 de la loi du 30 mars 1856, sera porté sur une liste supplémentaire, soit d'office, soit en adressant sa réclamation dans le délai fixé par cette loi.

ART. 3.

L'art. 47 de la loi du 30 mars 1856 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

Pour être éligible, il faut :

1^o Être Belge par la naissance ou la naturalisation ;

2^o Être âgé de 25 ans accomplis ;

(2)

3° N'être pas dans l'un des cas prévus par l'art. 12 de la loi du 30 mars 1836.

4° Avoir son domicile réel dans la commune, au moins depuis le 1^{er} janvier de l'année dans laquelle se fait l'élection.

Dans les communes ayant moins de mille habitants, un tiers au plus des membres du conseil peut être pris parmi les citoyens domiciliés dans une autre commune, pourvu qu'ils satisfassent aux trois premières conditions d'éligibilité.

Nul ne peut être membre de deux conseils communaux.

Bruxelles, le 21 mars 1848.

*Le Président de la Chambre
des Représentants,*
(Signé) DELFOSSE.

Les Secrétaires,
(Signés) TROYE.
DE VILLEGAS.